

La crise en France et ses premiers effets sur la lutte de classe

Contribution des sympathisants de la FT-QI en France, militant au sein de la Tendance CLAIRE du NPA, à la 1ère conférence européenne de la FT-QI



I. Crise et lutte de classe dans l'Hexagone depuis fin 2008

1. Les effets de la crise internationale sur l'«économie réelle» ont été un peu plus tardifs en France que dans des pays européens comparables, comme la Grande-Bretagne ou l'Espagne⁴. Il n'y a pas eu d'effondrement des grandes banques, qui détiennent moins d'actifs pourris que leurs homologues US (notamment en raison du faible taux d'endettement des ménages) et dont le renflouement immédiat par l'État a limité les dégâts. De même, l'investissement de 7 milliards par l'État dans les deux trusts français de l'automobile (Renault et PSA) a pour le moment permis de les maintenir à flots malgré la chute de la demande. De façon plus générale, le prétendu «plan de relance» de l'État français, comme ceux des autres pays

européens, en partie coordonnés au niveau de l'UE, a limité l'effondrement des investissements et les suppressions d'emplois. Enfin, les lois Aubry, qui avaient réduit le temps de travail annuel en introduisant une forte flexibilité, notamment par le système de l'épargne des jours de congé, atténuent très temporairement l'ampleur des suppressions d'emplois.

Cependant, il est clair au vu de la profondeur et de la dynamique générale de la crise mondiale que ces mesures étatiques ne peuvent empêcher l'aggravation de la crise. Certes, la consommation des ménages ne s'est pas encore effondrée, la France étant l'un des seuls pays où les prix des produits de première nécessité continue d'augmenter de façon soutenue. Cependant, la réduction des crédits a déjà entraîné une baisse de la demande des biens durables, notamment des logements et des

automobiles, et surtout un fort recul des investissements (- 1,6% au 4e trimestre 2008, notamment à cause des restrictions de crédits aux PME, - 3,2% au premier semestre 2009). En outre, la dégradation accélérée de la situation internationale annonce une chute des investissements à l'étranger (qui ont été décisifs dans les succès des grands groupes capitalistes français ces dernières années) et a d'ores et déjà provoqué une forte contraction des exportations (- 4,7% au 4e trimestre 2008), aggravant encore le déficit commercial de la France, qui est structurel et croissant depuis cinq ans⁵.

⁴ Sur les effets de la crise en France, cf. l'article de Gaston Lefranc dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1, bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA, mars-avril 2009, ainsi que le texte sur « L'Europe et la crise capitaliste mondiale » de J. Chingo, notamment p. 7-8.

⁵ Il atteint 55,7 milliards d'euros en 2008 malgré la baisse du prix du pétrole, contre 40 milliards en 2007 et 4 milliards en 2004.

Il s'ensuit une baisse absolue du PIB: - 1,5% au 4e trimestre 2008 (la plus forte baisse depuis 1945), - 1,2% au premier trimestre 2009 et une prévision, sans doute trop «optimiste», de près de - 3% pour 2009. D'ores et déjà, on constate de premières vagues massives de suppressions d'emplois (- 147 000 pour le 2e semestre 2008, - 214 000 au premier trimestre 2009). Cela inclut des dizaines de milliers de licenciements (notamment chez les sous-traitants de l'automobile et de façon générale parmi les intérimaires des grandes entreprises) et de nombreuses fermetures d'entreprises. Selon les chiffres officiels du chômage, il y a 420 000 «demandeurs d'emploi» supplémentaires depuis novembre, le taux de chômage officiel est passé de 7 à plus de 8% en moins d'un an et devrait atteindre les 10% l'an prochain⁶.

En quelques mois, la crise a donc ébranlé l'économie en France, venant s'ajouter aux difficultés structurelles de sa compétitivité depuis des années, dues notamment à la persistance d'acquis sociaux importants malgré leur démantèlement progressif⁷. Mais les pires effets restent à venir. Les dispositifs étatiques pour contenir la crise seront d'une efficacité limitée et temporaire. Les investissements vont continuer à baisser faute de crédit. Les grands groupes capitalistes vont perdre des parts de marché dans l'investissement direct à l'étranger comme dans le secteur des biens exportés. Les licenciements et les fermetures d'entreprises vont se multiplier à un rythme croissant, avec une aggravation de la situation pour les travailleurs en contrats à durée indéterminée lorsque les postes d'intérimaires auront fini de disparaître. La consommation des ménages elle-même ne résistera pas bien longtemps (on apprend par exemple que le nombre de gens ayant déjà décidé de ne pas partir en vacances cet été a augmenté

de 10%, concernant désormais presque la moitié d'entre eux !).

2. De façon générale, la crise a ouvert une nouvelle période dans la lutte de classe en France comme au niveau mondial, dont on n'observe que les prodromes. Même s'il n'est pas possible de prévoir les rythmes, qui dépendront aussi du facteur subjectif, cette période sera marquée par le retour des luttes proprement ouvrières, par une intensification générale et une radicalisation de la lutte des classes. Cela est d'autant plus prévisible en France que le gouvernement Sarkozy avait été élu au printemps 2007 pour amplifier et accélérer de façon décisive les réformes structurelles nécessaires au rétablissement de la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire avant tout les attaques contre les travailleurs et leurs acquis; sa détermination et sa fermeté sont donc inhérentes au mandat que lui a confié la bourgeoisie avec l'onction du suffrage universel. Dès lors, toute faiblesse, tout attentisme face à la crise et notamment tout compromis substantiel avec les revendications des travailleurs provoqueraient une crise politique majeure. D'autant plus que la méthode bonapartiste de Sarkozy, consistant à s'appuyer sur le populisme (sens du spectacle, culte de l'effort et de l'activisme, idéologie sécuritaire, mesures xénophobes...), l'a conduit à concentrer sur sa propre personne toute la responsabilité de la politique gouvernementale, réduisant les soupapes de sécurité que constituent traditionnellement en France les changements de ministres.

Or la détermination et la fermeté du serviteur en chef de la bourgeoisie française ont trouvé d'emblée en face d'elle des secteurs combattifs qui, malgré la crise historique du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, ont su résister et acquis une certaine expérience depuis le grand mouvement de novembre-décembre

1995. En effet, la particularité de la France, comparée aux autres puissances impérialistes, est que la reprise de la lutte de classe dans ces secteurs (avant tout la jeunesse scolarisée et les travailleurs des services publics) est largement antérieure à la crise actuelle: les années sans combat ont cessé depuis novembre-décembre 1995 et, notamment depuis le retour de la droite au pouvoir en 2002, les résistances actives aux contre-réformes gouvernementales sont constantes, culminant dans de grands mouvements nationaux qui ont posé la question de la grève générale (printemps 2003, printemps 2006 et, dans une moindre mesure, automne 2007)⁸. C'est pour cette raison que Sarkozy n'a pas choisi d'écraser les secteurs combattifs «à la Thatcher», préférant s'appuyer sur la méthode plus pacifique d'une collaboration accrue — et éhontée — des principales directions syndicales. De fait, même s'il y a eu de nouvelles défaites revendicatives (cheminots et étudiants à l'automne 2007, enseignants et fonctionnaires au printemps 2008, grèves salariales du privé au premier semestre...), la résistance des travailleurs et des jeunes a permis, comme dans les années précédentes, de limiter les dégâts malgré l'aggravation de l'offensive. La capacité de combat des travailleurs et des jeunes est restée globalement intacte, comme le prouve la brièveté de l'accalmie sociale qui a marqué le second semestre 2008, contrecoup des défaites revendicatives.

C'est pourquoi la crise qui a commencé à frapper l'«économie réelle» à la fin de l'année a provoqué non seulement de l'inquiétude

⁶ Ce taux concerne les chômeurs à temps complet, sans compter les travailleurs en temps partiel imposé, ceux qui sont dispensés de recherche d'emploi et ceux qui sont rayés des listes, notamment pour avoir refusé des emplois sous-qualifiés.

⁷ Cf. la contribution générale sur la France pour la conférence internationale de la FTQI, juillet 2008, points I à III.

⁸ Cf. *ibid.*, point V.

et de la résignation, mais aussi de l'indignation et de la colère, ouvrant très vite un nouveau cycle de luttes. C'est ce qu'a prouvé le succès historique de la première «*journee d'action*» convoquée par les directions syndicales en guise de «*réponse*» à la crise: le 29 janvier, alors que la préparation par les syndicats avait été médiocre, 3 millions de travailleurs ont déferlé dans les rues du pays pour dire leur refus de payer la crise; on a compté parmi eux, outre les secteurs combattifs habituels, un nombre relativement significatif de travailleurs du privé frappés par la crise; et les sondages ont montré qu'une grande majorité des personnes interrogées soutenait cette mobilisation générale. Dans les colonies de l'impérialisme français, en Guadeloupe et en Martinique, une puissante grève générale a bouleversé la situation : sans doute la première riposte à la crise d'importance internationale, elle a reçu le soutien de 78% des Français selon les sondages et imposé pour la première fois au gouvernement de Sarkozy des reculs partiels, interprétés sur place et en France même comme une victoire de la grève générale (quoique la dynamique de celle-ci aurait permis en fait d'aller beaucoup plus loin, si la direction du LKP n'avait pas été réformiste)⁹. Malgré l'isolement dans lequel les directions syndicales de France ont enfermé cette lutte exemplaire, refusant d'organiser ne serait-ce que des manifestations de solidarité, bien des travailleurs ont compris que la grève générale n'était pas une abstraction, qu'elle pouvait être imposée concrètement avec une plate-forme de revendications précises, un front unique ouvrier et des méthodes de lutte déterminées (piquets de grève, manifestations de masse, blocages routiers...).

Parallèlement, même si la résignation se rencontre encore de façon générale dans le privé, de premiers signes d'une radicalisation des luttes sont apparus après

le 29 janvier: grève illimitée et auto-organisée pendant trois mois des enseignants-chercheurs, rejoints par l'avant-garde étudiante large, grève auto-organisée pendant deux mois et demi d'une partie des postiers du 92 (département de la région parisienne), grève de sept semaines d'une partie des travailleurs de l'électricité et du gaz, avec une forte participation des jeunes, grèves dans l'industrie — parfois partiellement victorieuses, comme chez Toyota à Onnaing ou chez PSA à Saint-Ouen), actions dures (séquestrations de patrons de Sony, de 3M et de Caterpillar, jet d'œufs sur le patron de Continental, forçage des grilles de la préfecture de l'Yonne par les ouvriers de Fulmen lors de la manifestation du 19 mars à Auxerre, saccage de la sous-préfecture de l'Oise par les travailleurs licenciés de l'usine Continental de Clairoix...). Ces actions sont encore très limitées, mais symptomatiques d'un début d'évolution qualitative de la situation dont elles bénéficient parmi les travailleurs : selon un sondage publié le 7 avril, 45% des Français approuvent le recours à de telles méthodes violentes comme moyen de résister à un plan de licenciements. Cette évolution a suscité d'emblée la crainte de bourgeoisie, comme en témoigne l'article que Le Monde leur a consacré dans son édition du 1er avril qui, sous le titre «*La radicalisation des conflits sociaux se banalise*», explique que «*la violence générée par l'exaspération et le sentiment d'injustice des salariés face à la crise inquiète les experts*».

Au niveau interprofessionnel, la volonté de lutter s'est confirmée le 19 mars, avec le succès, encore plus important que le 29 janvier, de la seconde «*journee d'action*» nationale que les directions syndicales ont dû finir par appeler après que Sarkozy, malgré leurs suppliques, eut refusé de leur concéder plus que quelques miettes, très insuffisantes pour calmer la co-

lère des travailleurs. Il a fallu tout le poids des directions syndicales, qui ont refusé de prendre la moindre initiative avant la manifestation traditionnelle du 1er mai, pour fermer les perspectives de convergence des luttes, de radicalisation et de montée vers la grève générale. Mais le succès immédiat de leur stratégie, dû à la confiance dont elles bénéficient encore dans les secteurs traditionnellement combattifs, ne fait que préparer les conditions de luttes beaucoup plus dures, notamment dans l'industrie, où les travailleurs et notamment les plus jeunes sont à la fois les plus touchés par la crise et les moins contrôlés par les syndicats. En un mot, avec l'approfondissement de la crise, la bureaucratie ne pourra pas canaliser indéfiniment la volonté de résister et de combattre des travailleurs.

Dans cette situation, la responsabilité immédiate des révolutionnaires est de s'appuyer sur l'expérience de la grève générale antillaise, sur l'aspiration des travailleurs au «*tous ensemble*» et sur la prise de conscience par l'avant-garde large de l'impossibilité d'avancer par des «*jours d'action*» sans perspective tous les deux mois. Il ne s'agit pas seulement de parler de la grève générale, comme le font de façon abstraite LO et le NPA, qui en même temps couvrent de fait les directions syndicales en refusant de les combattre de façon systématique et de proposer aux travailleurs des initiatives concrètes pouvant imposer le front unique et la grève générale. Mais il faut partir de l'état d'esprit des travailleurs qui résistent et de leurs revendications, proposer une plate-forme unifiante et cohérente, qui combine les revendications de résistance immédiate (zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprises, 300 euros d'augmentation pour tous, retrait des contre-réformes du gouverne-

⁹ Cf. les contributions de la Tendance CLAIRE du NPA sur la grève générale antillaise, <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

ment...) avec des revendications proprement transitoires comme la répartition des heures de travail entre tous, l'échelle mobile des salaires et l'expropriation sans indemnité ni rachat, sous contrôle ouvrier, des groupes capitalistes qui jouent un rôle clé dans l'économie, ont engrangé des profits gigantesques et d'immenses subventions publiques et entendent maintenant faire payer la crise aux travailleurs (comme les banques, Total, les trusts de l'automobile, etc.). Et il s'agit d'avancer une stratégie pour la grève générale, qui combine l'auto-organisation (AG et comités d'action là où des luttes sont en cours ou à l'ordre du jour immédiat, comités de préparation politique de la grève générale partout ailleurs) avec le combat pour le front unique ouvrier (critique systématique de l'orientation des directions syndicales, exigence de l'unité sur la base des revendications et pour la grève générale, soutien à tous les appels et toutes les initiatives partielles faisant un pas réel en ce sens)¹⁰.

Dans ce cadre, le combat pour en finir avec le gouvernement Sarkozy ne peut pas encore être central dans notre agitation, mais nous devons nous tenir prêts à mettre en avant ce mot d'ordre dès que la situation le permettra. En effet, les travailleurs en lutte ont conscience du fait que leurs revendications convergent vers le refus global de la politique de Sarkozy, ce qui commence à donner un caractère politique aux luttes actuelles malgré leur point de départ économique. Mais Sarkozy, s'il a perdu beaucoup de son relatif crédit initial, garde une réelle popularité dans la bourgeoisie grande et petite et même chez certains travailleurs, comme le montre l'appel que certains d'entre eux lui adressent pour qu'il sauve leur usine (exemple des travailleurs de 3M séquestrant leur patron et demandant l'intervention de Sarkozy en leur faveur). De plus, même parmi les travailleurs les plus conscients,

faute d'une perspective politique alternative (discrédit du PS, hégémonie des directions syndicales dans le mouvement ouvrier, économicisme, électoralisme et manque d'initiatives de l'extrême gauche...), la question de chasser Sarkozy n'est encore posée que de façon abstraite, voire ludique (autocollants reprenant une insulte de Sarkozy lui-même, «casse-toi pauv'con», distribués par le Parti de gauche, petit parti réformiste qui a rompu récemment avec le PS et s'est allié avec le PCF).

Quant à la question du gouvernement des travailleurs, elle ne peut pour le moment faire l'objet d'une agitation quotidienne, car la situation de la lutte de classe ne la pose pas encore, mais elle doit rester centrale dans notre propagande, comme le point de perspective de notre orientation générale.

II. La création du NPA et le lancement de la Tendance CLAIRE

1. Le lancement effectif du NPA a confirmé l'analyse faite dans la contribution de juillet, qu'il s'agisse de la dissolution pure et simple de la LCR, des textes ambigus, à tendance réformiste, adoptés par le congrès de fondation du NPA, de la méthode dépolitisante qui a présidé aux débats, des atteintes à la démocratie ouvrière (pas seulement contre les militants de la Tendance CLAIRE) ou de l'orientation ambiguë et oscillante défendue depuis le congrès. Le principal résultat est que, même si ses militants sont dans l'avant-garde des luttes, le NPA a bien du mal à devenir le parti des luttes qu'il dit vouloir être, au moment même où la situation objective offre une occasion en or de construire un véritable parti révolutionnaire. La grande confusion qui avait marqué le processus NPA n'a pas cessé avec la fondation du parti, où coexistent une myriade d'orientations différentes selon les comités, les secteurs, etc. Le dé-

calage entre la popularité d'Olivier Besancenot et l'attractivité limitée du NPA ne se réduit guère. Les travailleurs et jeunes qui viennent aux réunions sont nombreux à en repartir déçus faute de clarté et de perspectives. Sous la pression de la situation, la ligne du NPA est certes centrée formellement sur l'expression de «grève générale», mais concrètement rien n'est fait pour permettre aux travailleurs d'avancer dans cette voie, car la direction du NPA, comme celle d'ex-LCR, continue de refuser toute initiative nationale pour l'auto-organisation et tout affrontement avec les directions syndicales, privilégiant les recherches d'accords à minima, sur une base réformiste, avec les organisations de «toute la gauche», PS inclus. Enfin, au lieu de se consacrer avant tout à l'intervention politique dans les luttes, le NPA accorde une importance excessive à la préparation des élections européennes, où il espère réaliser un bon score grâce à la figure de Besancenot, propulsé dans les médias comme le principal opposant à Sarkozy, et malgré la très forte abstention prévisible; or, s'il faut bien évidemment participer activement à la campagne du NPA, il est clair que seule une campagne révolutionnaire, axée sur le programme des États-Unis socialistes d'Europe et sur le combat pour la grève générale en France (comme l'avait proposée les militants de la Tendance CLAIRE au congrès), lui permettrait de gagner des milliers de travailleurs et jeunes combattifs.

L'orientation anticapitaliste du NPA est donc ambiguë, tendant au réformisme. Cependant, cela ne suffit pas pour trancher immédiatement la question de la nature exacte de ce parti, car il n'exerce pas de responsabilités institutionnelles et il participe activement aux luttes, même s'il ne combat guère les bureaucrates et les réfor-

¹⁰ Cf. l'éditorial et les trois articles suivants dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1.

mistes sur la base d'une orientation révolutionnaire. En ce sens, la confrontation entre une ligne réformiste et une ligne révolutionnaire est plus concrètement à l'ordre du jour aujourd'hui qu'au moment du congrès de fondation.

2. Cette situation encore indéfinie fonde la possibilité d'une évolution à gauche, sous l'effet de la situation, du NPA ou de certains de ses secteurs. Pour les gagner au programme trotskyste de principe, il faut proposer de façon systématique une orientation alternative cohérente à celle du NPA, mener une critique politique constante de celle-ci et faire une propagande ouverte pour l'ensemble de nos idées et de notre programme. C'est le sens de la fondation de la Tendence CLAIRE.

La possibilité de constituer un courant révolutionnaire pendant le processus constituant s'est heurtée à des mesures de répression de la part des dirigeants de l'ex-LCR (exclusion de trois militants de l'ex-Groupe CRI de leur comité d'initiative pour un NPA, remise en cause de fait du droit de tendance et même refus de publier dans les bulletins préparatoires des textes alternatifs à ceux de la direction, violation de la démocratie au moment de l'élection du CPN...), mais aussi au refus d'une intervention commune des groupes qui se réclament de la révolution et qui n'ont pas proposé de véritable politique alternative à celle de la direction de l'ex-LCR (secteurs de gauche de l'ex-LCR, Fraction L'Étincelle issue de Lutte ouvrière, Gauche révolutionnaire, Prométhée...).

Les militants de l'ex-Groupe CRI, de l'ex-LCR et d'autres du processus NPA qui ont lancé conjointement le projet de Tendence pour la révolution, le communisme et l'auto-organisation (devenue après le congrès la Tendence CLAIRE) ont quant à eux refusé de se soumettre aux mesures arbitraires de la direction (le CAN, comité d'animation provisoire, do-

miné politiquement par l'ex-LCR). Ils ont jugé les textes proposés sur pièces, ont soumis des amendements substantiels aux principes fondateurs et aux statuts et défendu des résolutions alternatives pour l'orientation générale et les élections européennes. En présentant ainsi une orientation politique cohérente, ce sont les seuls à avoir mené une véritable confrontation politique contre l'orientation centriste, parfois même réformiste, proposée par l'ex-CAN et l'ex-LCR. Malgré les dénis répétés de démocratie dont ils ont été victimes, notamment le refus de leur accorder, sur la base des résultats de nos textes alternatifs, les délégués au congrès auxquels ils avaient droit dans plusieurs AG électives préparatoires au congrès, puis des représentants à la direction du parti, ils ont fait reconnaître leur Tendence dans la plupart des AG électives et dans le congrès lui-même (où leurs textes ont recueilli entre 1,6 et 2,8% des voix malgré des conditions de discussion anti-démocratiques)¹¹. Aujourd'hui, grâce à leur participation active à la construction du NPA et à leur franchise dans la défense de leurs idées, les militants de la Tendence CLAIRE sont bien intégrés dans leurs comités respectifs.

Cependant, la Tendence CLAIRE se considère elle-même, dans sa forme actuelle, comme une tendance provisoire, qui se tient prête à tout rapprochement avec un groupe ou un secteur du NPA qui, sous la pression de la lutte de classe et face à l'orientation ambiguë et inconséquente de la direction, évoluerait sur la gauche. Il s'agit en effet de rassembler dans une grande Tendence révolutionnaire toutes celles et tous ceux pour qui le programme historique de la IVe Internationale reste valable et qui veulent que le NPA adopte une orientation anticapitaliste cohérente et conséquente, c'est-à-dire communiste et révolutionnaire.

Enfin, les sympathisants de la FTQI en France, qui participent ac-

tivement au NPA et à sa Tendence CLAIRE, se réjouissent tout particulièrement que celle-ci ait accepté d'ouvrir une discussion internationaliste approfondie avec la FTQI — qui n'exclut évidemment pas des discussions avec d'autres organisations trotskystes de principe au niveau international.

¹¹ Cf. son Bilan du congrès dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1.